



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Jean-Yves Bory, 2014

La douleur des bêtes. La polémique sur la vivisection au XIX^e siècle en France, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 309 p.

La douleur des bêtes est un ouvrage qui documente et analyse le contexte et la structure de la controverse sur la vivisection – c'est-à-dire la chirurgie et la physiologie expérimentales sur des animaux vivants – à l'époque de son apogée, le XIX^e siècle. L'auteur souhaite éviter l'asymétrie et la normativité des analyses historiques précédentes, pour lesquelles il regrette une partialité teintée d'agressivité envers les antivivisectionnistes, notamment dans les travaux français. Il émet la proposition satisfaisante de réaliser une sociologie de la polémique « incluant les deux parties en présence abordées de manière symétrique » (p. 18). Le livre est construit en deux parties chronologiques séparées par un cahier d'illustrations anciennes, et huit chapitres.

Dans le premier chapitre, « Le paradigme de la vivisection », l'auteur pose la vivisection en paradigme au sens structuraliste du terme : une articulation des structures de la pensée avec des structures sociales et instrumentales. Cela dit, l'analyse des croyances et des valeurs des vivisecteurs amène l'auteur à considérer qu'ils ne représentaient pas une communauté monolithique mais partageaient surtout une pratique. Deux constats sont particulièrement marquants : la naissance de la protestation contre la vivisection au sein même du monde scientifique, et l'adhésion d'une partie des vivisecteurs aux sociétés protectrices des animaux. C'est en s'interrogeant sur la « sincérité » des vivisecteurs en question et des sociétés protectrices qui les accueillaient que l'auteur étudie ensuite les polémiques internes au monde scientifique.

Le second chapitre, consacré à ces polémiques, montre que la vivisection était légitimée par les vivisecteurs que l'auteur qualifie d'« ultras » au nom du bien supérieur du progrès scientifique mais critiquée par les vivisecteurs « modérés » quant à son utilité et son caractère pervertissant pour ses pratiquants. Les médecins critiquent la vivisection depuis longtemps, en premier lieu du fait de l'« endurcissement du cœur » des futurs praticiens devenant insensibles aux souffrances des malades, et du problème scientifique posé par l'analogie biologique entre l'homme et l'animal. Introduite par les modérés en 1850, la notion d'« abus » est utilisée en outil polémique : « l'abus se trouve toujours chez l'autre » (p. 69). Après avoir nié l'existence d'abus, les ultras en revendentiquent la prise en charge, écartant par là même les regards profanes. Une recherche d'autocontrôle pour assurer la prise en charge éthique du problème par les scientifiques apparaît ici et se renforce face aux protecteurs.

Le troisième chapitre explique que, les débats internes se marginalisant, les « polémiques avec les protecteurs » ont été déclenchées en 1863 par la société de protection animale anglaise (Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals – RSPCA) qui interpella les pouvoirs publics français.

Selon l'auteur, cette initiative est due à l'inaction de la Société protectrice des animaux (SPA) française, laquelle s'explique par la division au sujet de la vivisection entre ses sociétaires qui étaient surtout des littéraires et ses administrateurs dont la plupart étaient des médecins. Il évoque un détournement des objectifs de la SPA par ces derniers à travers leurs procédés de décrédibilisation des protecteurs anglais, de sacralisation de la science qui rend toute réglementation impossible et de « sabotage » du débat. Malgré cela, s'observe une ouverture du débat au grand public dans la grande presse avec la dénonciation du fossé entre les scientifiques et la population.

L'« institutionnalisation de la vivisection », objet du quatrième chapitre, s'opère dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Selon Bory, la création du « vivisecteur professionnel » est favorisée tant par l'évolution interne des sciences et le renoncement des modérés, que par le « messianisme rationaliste » de l'époque. Il évoque le statut d'« esclave » des animaux domestiques et la professionnalisation des carrières scientifiques comme facteurs amplificateurs, ainsi que les procédés mobilisés pour imposer la décision scientifique et l'« hypocrisie » des protecteurs comme facteurs d'affaiblissement de l'opposition. Les débats de 1863 sur le caractère abusif des démonstrations sont clos précipitamment et ces dernières sont officialisées dans l'enseignement avec la naissance de l'École Pratique. Pour l'auteur, l'abus étant ainsi devenu la norme et les laboratoires de physiologie expérimentale se propageant, les preuves de l'installation du paradigme sont réunies.

Le cinquième chapitre analyse « le mouvement antivivisectionniste », ses modes d'action et ses procédés rhétoriques. Né en 1870 en Angleterre et en 1880 en France, ce mouvement élargit la contestation, l'organise et déplace le débat sur le terrain moral. La ligue antivivisection est créée et la lutte contre les abus devient lutte politique contre la vivisection. Sur le marché éditorial, nouveau lieu de conflit, les antivivisectionnistes adoptent une position abolitionniste nourrie par les antivivisectionnistes anglais émigrés. Cette position, portée essentiellement par des femmes, se traduit sur le plan légal par la volonté d'une loi française pour poser un regard social sur la vivisection, sur le plan scientifique par la volonté de prouver son inutilité, sur le plan moral par des arguments métaphysiques sur l'injustice faite aux animaux. Face à certains vivisecteurs concevant « le vivisecteur humaniste » qui n'inflige que des « douleurs saintes » par opposition aux « douleurs inutiles », les antivivisectionnistes opposent « la vivisection comme viol » de la dignité, de l'intégrité physique, de la nature et des principes moraux. Des positions extrêmes s'affrontent, et la polémique sur la vivisection apparaît comme un débat « immobile » sur le fond du problème : autour de la question de l'utilité et de la douleur s'opposent les mêmes arguments « invérifiables », ce qui permet, explique Bory, à l'autorité scientifique de dominer.

D'après l'auteur, « la polémique sur la rage », objet du sixième chapitre, parachève la victoire des vivisecteurs par le détournement de l'attention vers le traitement infligé aux humains, intègre les abus à l'usage et accélère

l'industrialisation de la vivisection. L'auteur constate que les vivisecteurs signent leur victoire en ne répondant plus aux critiques antivivisectionnistes, en présentant une « vivisection souriante », et en exerçant désormais dans des lieux hermétiques permettant l'occultation de la cruauté. Lors de ce passage de la vivisection « artisanale » à la vivisection « industrielle », les critiques perdurent sur les dangers liés à l'évolution des sciences et techniques et une critique de l'industrialisation de la recherche se développe.

La résurgence de « l'antivivisection à la Belle Époque » est analysée dans le septième chapitre. Elle représente la troisième phase de création des sociétés zoophiles, à une période où d'importants changements surviennent dans le monde scientifique et dans celui de la protection. Côté protection, il s'agit du développement de l'écologie, d'une nouvelle éthique avec la revendication des droits des animaux, et d'une « nouvelle démarche zoophile » encourageant le mouvement et soutenant la défense d'un « droit de l'animal ouvrier/serviteur au nom de la justice sociale » (p. 222). De plus, un nouveau mouvement antivivisectionniste est initié par des médecins, et une Association médicale internationale contre la vivisection est créée. Côté scientifique, Bory souligne notamment la banalisation et la généralisation de l'expérimentation animale avec une profusion de nouvelles techniques et le développement de la Biomédecine. La suprématie de l'activité industrialisée semble favoriser l'expression d'exigences sociales et politiques de réglementation, mais l'échec de la création d'une nouvelle loi remet, selon l'auteur, la réglementation aux mains des vivisecteurs.

À l'instar de la vivisection, l'auteur pose enfin dans le huitième chapitre le mouvement antivivisectionniste en « paradigme de l'antivivisection », lui aussi à la fois structuré et structurant. Il s'attache à montrer le fondement du mouvement sur la compassion à travers les pratiques des antivivisectionnistes. Il oppose *l'empathie* en tant que « processus de partage des souffrances par l'imagination » à *l'identification* en tant que « processus affectif, infantile et anthropomorphique » pour qualifier cette compassion (p. 256). En outre, il insiste sur leur croyance en la fabrication d'aliments de synthèse pour réfuter l'idée de leur position antiscience, considérant que l'antiscience n'était qu'un facteur favorisant le mouvement.

Au final, un ensemble de conclusions tirées par l'auteur nous semblent pertinentes et enrichissantes pour la connaissance de la polémique sur la vivisection en France au XIX^e siècle et pour la compréhension des polémiques actuelles autour de la question animale. Nous allons les synthétiser en évoquant toutefois plusieurs problèmes majeurs d'analyse qui nous semblent malheureusement entacher ces conclusions.

Tout d'abord, la polémique sur la vivisection apparaît comme un débat moral dont certains traits fondamentaux s'observent aujourd'hui dans d'autres contextes de critique des traitements infligés aux animaux. Fondés sur une opposition de valeurs ou de priorités, trois de ces traits nous semblent remarquables.

1. Les arguments actuellement opposés à la critique de l'impact de la rationalisation de la société sur les animaux sont similaires. Notamment, la sensiblerie et l'anthropomorphisme, le fait qu'ils consomment eux-mêmes des animaux, et l'archaïsme par le retour aux théories ou pratiques « fumeuses », sont aujourd'hui opposés à ceux qui remettent en cause les systèmes industriels des productions animales et de l'abattage des animaux pour des raisons morales.
2. La question des psychopathologies développées par certains métiers est toujours d'actualité. Ainsi, la vivisection, tout comme l'abattage des animaux de boucherie, était désignée par les médecins modérés et les antivivisectionnistes comme source de psychopathologies chez ceux qui la pratiquaient. En revanche, pour les académiciens, ce n'était pas l'existence de la pratique qui était perçue comme néfaste mais ses modalités, elles-mêmes jugées dépendantes des qualités de l'homme qui l'exerce. La question demeure double aujourd'hui au sujet de l'élevage et de l'abattage des animaux de boucherie : elle concerne la légitimité du principe même de l'activité, et celle de ses modalités.
3. L'opposition de positions extrêmes vis-à-vis des traitements infligés aux animaux s'observe aussi de nos jours. Bory identifie trois groupes dont deux – les philanthropes et les zoophiles – lui semblent se comporter « comme des intégristes religieux » de par la « foi au progrès » pour les uns et la « croisade morale » entreprise pour les autres. Il analyse ainsi leur conflit comme une opposition *religion contre religion* où « l'incapacité à s'entendre venait des deux côtés » (p. 259) et relevait d'une « incommensurabilité absolue » (p. 260). Dans cette opposition, les zoophiles abolitionnistes développaient une logique antispéciste fondée sur le principe d'égalité de considération des humains et des animaux qui sera formulé comme tel 100 ans plus tard. On pressent une continuité d'une part entre les antivivisectionnistes du XIX^e siècle et les partisans actuels de la libération animale, abolitionnistes de l'élevage ; d'autre part entre les scientifiques de l'époque soumis au rationalisme et les partisans actuels de l'industrialisation des productions animales.

Ensuite, la vivisection apparaît comme une pratique qui fût primordiale pour l'ascension de la physiologie. En ce sens, l'auteur insiste sur le rôle des facteurs extra-scientifiques sur son institutionnalisation. Toutefois, sa réflexion minore les facteurs scientifiques et semble se transformer en dénigrement de la science. Ce dénigrement apparaît dans la confusion entre « science fondamentale » et « science gratuite » (p. 33) et l'affirmation de l'instauration de « la malhonnêteté comme norme de l'activité scientifique » à l'époque de la polémique sur la rage (p. 183). L'impression de « chaos » scientifique qui se dégage du livre du fait d'un refus qui semble assumé de faire la part des choses entre les acquis scientifiques sur l'utilité de la vivisection et la douleur des animaux accroît encore ce sentiment. Enfin, l'auteur assimile la volonté d'une critique objective de la vivisection à de l'« hypocrisie ». Ces

propos ne sont pas indispensables au questionnement de la pertinence d'une évaluation de l'utilité de la vivisection. Et si elle apparaît pertinente, n'est-il pas nécessaire de constater les acquis – donc de connaître les scientifiques, leurs expériences, leurs résultats – et de les mettre en regard avec un « coût pour l'animal » des moyens mis en œuvre pour ces expériences ? Pour conclure que le discours de la physiologie s'est « davantage appuyé sur une idéologie rationaliste que sur de réelles avancées médicales longtemps absentes et toujours problématiques » (p. 263), ne faut-il pas constater les acquis et les échecs ? Cela est peut-être dû à des formulations maladroites, mais la réalité de certains faits semble aussi dénigrée, par exemple en utilisant les discours des opposants de l'époque pour qualifier la rage de « maladie imaginaire » (p. 177 et 188). Dans ce sens, l'analyse métaphorique et métonymique de la vivisection est également peu convaincante. À travers l'utilisation ambiguë des discours des vivisecteurs modérés de l'époque, l'auteur semble affirmer que l'animal représentait l'humain mis à l'épreuve et dominé par une classe supérieure, que l'« utilité majeure » des vivisections publiques était sociale par « reproduction interne et externe », et que le scalpel était plus qu'un outil de travail pour ses utilisateurs : un instrument « phallique » (p. 121) de transformation des esprits et de la société... De plus, le livre prend le ton du procès, qui est d'autant plus problématique que plusieurs affirmations nous semblent manquer de critique historique sur les données et d'explications sur leur interprétation. C'est le cas du chapitre sur la rage, explicitement dédié à déconstruire le mythe pasteurien. Or, l'auteur affirme que « Pasteur tuait » (p. 186) sur la base de calculs de mortalité due au traitement antirabique sans expliquer le contrôle de ses chiffres par la critique historique mobilisée en référence. Par exemple, le lecteur attend de l'historien qu'il discute les moyens disponibles à l'époque pour mesurer les cas déclarés avant de décréter l'inutilité du traitement (p. 193). De ce fait, la question lourde d'affirmations : « Pourquoi cette propagande a-t-elle si bien réussi, pour une maladie si rare et un traitement si meurtrier ? » (p. 186) semble décalée.

Enfin, nous ne pouvons que rejoindre l'auteur lorsqu'il écrit que le mouvement antivivisectionniste ne peut être réduit à un mouvement antiscience ou féministe comme les vivisecteurs de l'époque et les analyses actuelles semblent le qualifier. Il semblait effectivement relever du sentiment de compassion envers les animaux comme en témoignent les discours et les pratiques de ses partisans. Toutefois, si l'auteur souligne l'originalité du mouvement antivivisectionniste dans son décentrement des intérêts humains, il affirme lui aussi des idées fondées sur ce décentrement. Mais ce faisant, il décentre également la réflexion de la relation entre hommes et animaux. Ainsi, il affirme que les animaux domestiques formaient une population d'esclaves au XIX^e siècle et que le chien est devenu un esclave affectif lors de son intégration aux foyers au début du XX^e siècle. Or, non seulement l'utilisation de la notion d'esclave pour l'animal est contestable et fait fi des données archéologiques et génétiques récentes suggérant le rôle actif du chien dans le processus de domestication (Galibert *et al.*, 2011 ; Larson *et al.*, 2012),

mais cette généralisation suggère que toute forme de relation entre hommes et animaux implique un statut d'être dominé et opprisé pour l'animal. Il ressort ici une négation du caractère potentiellement émancipateur de la relation homme-animal pour les deux acteurs, et un manque de réflexivité sur la notion de maltraitance. Qui la définit et comment ?

En conclusion, cette analyse de la polémique sur la vivisection au XIX^e siècle nous semble contribuer à une réflexion nécessaire sur les rapports de pouvoir au sein des sciences, et la complexité des rapports entre science et société. Elle montre particulièrement bien l'influence de la rationalisation de la société sur le traitement des animaux et les souffrances humaines et animales ainsi dissimulées. Cependant, l'auteur rappelle qu'il a souhaité « réhabiliter les perdants de l'histoire » sans remplacer la posture du « savant normatif » par celui de « l'accusateur public » (p. 263). Or, l'objectif honorable de rétablir la symétrie de l'analyse historique de la vivisection nous semble entaché d'un dénigrement des discours et des faits scientifiques, d'une double utilisation des discours de l'époque tantôt en matériaux à analyser, tantôt en arguments à mobiliser pour légitimer les antivivisectionnistes, et d'importantes lacunes d'analyse inexpliquées. Ainsi, l'auteur fait preuve de la « partialité teintée d'agressivité » envers les vivisecteurs qu'il reproche en début d'ouvrage aux autres études vis-à-vis des antivivisectionnistes.

Nathalie SAVALOIS

UMR Innovation, INRA Montpellier

natali.savalois@gmail.com

Bibliographie

Galibert F., Quignon P., Hitte C., André C. (2011) Toward understanding dog evolutionary and domestication history, *Comptes Rendus Biologies* 334(3), 190-196.

Larson G. *et al.* (2012) Rethinking dog domestication by integrating genetics, archaeology, and biogeography, *Proceedings of the National Academy of Science of the United States of America* 109(23), 8878-8883.